

eurs de surveillance en Indochine. Nous croyons que les membres de l'OTAN devraient é de manifester beaucoup de compréhension envers l'Inde.

ur par Dans le domaine militaire, nous avons consacré une deuxième journée à étude de questions militaires. Le passage le plus important de cette discussion ent qui est celui où les États-Unis ont émis l'avis que le monde occidental dispose pré- Je ne nement d'une force de dissuasion suffisante. Comme tout le monde le sait, le nt offre amp communiste a une force de dissuasion considérable, de sorte qu'il est très excell probable que l'une ou l'autre des grandes puissances nucléaires veuille déclen- nies. Du cer une guerre nucléaire et la destruction terrible qu'elle engendrerait. En consé- es pays monde dans la guerre nucléaire. Autrement dit, il se peut que les communistes c jugé aventurent juste assez loin pour ne pas déclencher la guerre nucléaire.

ctivité On comprend qu'il y aurait moyen d'améliorer considérablement les forces de œuvr OTAN pour faire face à une telle situation. En Europe, comme de raison, cer- a Cham ains voudraient créer une force de dissuasion européenne au moyen d'engins balistiques de portée moyenne. La question n'a pas été tranchée. Le Conseil va , empé continuer à l'étudier, mais elle entraîne des dépenses considérables. Comme ces rmes coûtent très cher, il faudrait, à mon sens, que les pays européens soient ne solut rès à avancer pas mal d'argent pour obtenir une telle force de dissuasion. Il ses qu' drait en outre décider de quelle autorité relèveraient ces armes, et ainsi de Unies suite. Les Européens semblent favoriser l'établissement de bases terrestres d'engins balistiques de portée moyenne, tandis que les États-Unis sont plutôt en faveur la Belgie une force navale.

Au sujet des forces classiques, je dois dire que les États-Unis ont demandé à l'Algèr uelles soient augmentées, mais cela ne devrait pas s'appliquer au Canada. En fait, la proposition visait les pays européens et . . . le Canada a augmenté ses le part forces classiques, il y a un an, à l'époque de la crise de Berlin. Nous avons été très heureux que la chose ait été signalée, non par nous-mêmes, mais par les découle autorités militaires et les États-Unis. On a dit que le Canada avait rempli ses qu'un rengagements et, entre autres, que notre brigade était la seule unité sur pied de toute que combat parmi les forces de l'OTAN, à l'exception de celles des États-Unis. Malgré les natice que j'ai lu dans les journaux depuis mon retour, aucune critique n'a été formulée à l'égard des efforts militaires du Canada au sein de l'OTAN.

es mots Il y a eu également une discussion sur la recherche et la production de défense. stable in Comme vous le savez, . . . le Canada a toujours été en faveur de partager entre udrait les pays membres de l'OTAN les travaux dans ces domaines, et le ministre de la ou de Défense nationale a fait une déclaration en ce sens au cours des entretiens.

rait l'idé Enfin, il a été question d'accorder à la Grèce une aide spéciale pour ses ment les dépenses relatives à la défense. Elle est incapable de continuer à assumer les nde par lourdes dépenses auxquelles elle s'est engagée, et tous les pays, la plupart d'entre n, mais eux du moins, prennent maintenant des initiatives pour l'aider dans une certaine ons Un mesure à défrayer le coût de ses dépenses au chapitre de la défense. Par exemple, mmissio en 1963, le Canada, moyennant l'approbation du Parlement bien entendu, fournira un million de dollars sous forme de pièces détachées pour les avions qu'il lui a